Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

La Banque européenne d'investissement **en Afrique centrale et orientale**

Entre 2010 et 2014, la BEI a prêté 1,3 milliard d'EUR pour 25 projets dans 17 pays aux fins de soutenir le développement économique, la création d'emploi et la croissance en Afrique centrale et orientale.

En sa qualité de banque de l'UE, la BEI agit comme un catalyseur en offrant des conditions de financement que le marché seul ne peut fournir et en apportant une assistance à la préparation et à la mise en œuvre des projets. L'utilisation d'une gamme d'instruments de financement innovante et en constante évolution, permettant de mobiliser des ressources supplémentaires, est cruciale pour garantir les résultats à long terme des projets en Afrique centrale et en Afrique de l'Est. Le rôle de la BEI va au-delà des prêts et comprend aussi le panachage de ressources, par lequel elle combine ses financements à des subventions et d'autres aides non remboursables de l'UE, ainsi que l'apport de savoir-faire, aux différents stades du cycle du projet, par des opérations d'assistance technique. La Banque utilise, en sus de ses ressources propres, celles disponibles au titre de la Facilité d'investissement ACP – un fonds renouvelable – pour financer des opérations en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Les priorités de la BEI :

Développement du secteur privé

Améliorer l'**accès aux financements**, en particulier pour les PME et les microentreprises

Développement des infrastructures socioéconomiques

Subvenir à la nécessité d'**infrastructures stratégiques** dans des secteurs comme l'énergie, les transports, l'eau, l'aménagement urbain, l'éducation et la santé

Atténuation des changements climatiques et adaptation à leurs effets

Appuyer l'**action pour le climat** en soutenant les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les transports durables, l'utilisation durable des ressources naturelles et la résistance aux changements climatiques

Intégration régionale

Répondre à un **objectif transversal** en améliorant les liens entre les pays partenaires et avec l'UE

Novastar : plus de risques pour plus d'impact

Novastar Ventures East Africa Fund est la première opération de la BEI au titre de l'enveloppe destinée à l'investissement d'impact. La Banque a investi 8 millions d'EUR dans ce fonds d'un montant total d'environ 60 millions d'EUR, qui ciblera des microentreprises et PME locales en phase de démarrage, pour lesquelles obtenir des crédits est difficile.

Grâce à ce fonds, une vingtaine de petites entreprises des secteurs de l'éducation, des soins de santé, des services financiers de base, de l'agroalimentaire et de l'accès à la nourriture et à l'eau pourront bénéficier de fonds propres ou de quasi-fonds propres. L'impact visé par Novastar Ventures East Africa Fund est de toucher au moins deux millions de personnes vivant dans des foyers à faibles revenus, qui profiteront directement ou indirectement des activités des entreprises bénéficiaires ciblées. Est également visée la création d'environ 40 000 nouveaux emplois, dont 25 000 pour ces mêmes catégories de personnes à faibles revenus ; la moitié au moins des emplois directs créés devraient revenir à des femmes.

Cette opération, comme d'autres au titre de l'enveloppe destinée à l'investissement d'impact, présente un niveau de risque financier plus élevé que celui des opérations de prise de participation traditionnelles dans les régions ACP, mais elle comporte aussi des avantages plus importants, notamment en matière de développement économique et de réduction de la pauvreté. Le fonds s'attachera à constituer un portefeuille composé essentiellement d'intérêts minoritaires dans des entreprises d'Afrique de l'Est – principalement kényanes, mais aussi, dans une moindre mesure, éthiopiennes, rwandaises et ougandaises. La BEI a été, dès 2011, la première grande institution financière à venir en aide à Novastar pour concevoir et structurer ce fonds, et cet appui de la Banque a eu un effet de catalyseur important sur d'autres investisseurs.

PTA Bank : soutenir les PME-ETI dans toute la région

Malgré les réformes et les bons résultats en matière de croissance de ces dernières années, dans la plupart des pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est, le système bancaire reste sous-développé, l'intermédiation limitée et inefficace et la concurrence faible. L'accès aux financements est plus fermé qu'à peu près partout ailleurs sur la planète et 30 % à 50 % de la population sont exclus des réseaux de services financiers. Cette situation entrave considérablement le développement du secteur privé.

La BEI a convenu de prêter 80 millions d'EUR pour une initiative d'un montant de 160 millions d'EUR avec la banque multilatérale de développement régional PTA Bank, dont le siège est au Kenya. Il s'agit du premier prêt BEI intermédié visant à répondre spécifiquement aux besoins des PME et des ETI (entreprises comptant ente 250 et 3 000 salariés) en Afrique.

En vertu des dispositions de cette initiative de financement, des PME et des ETI de plusieurs pays de la région seront en mesure d'obtenir des prêts en monnaie locale ainsi qu'en USD et en EUR. Cette opération renforcera une banque de développement qui soutient l'emploi, les échanges et l'intégration régionale dans des secteurs importants pour l'économie tels que l'agroalimentaire, l'énergie, l'industrie manufacturière et les services. Les investissements financés seront principalement situés en Tanzanie, en Ouganda, au Rwanda, au Burundi, au Malawi, au Kenya et à Maurice.

La BEI complète également son concours par un programme d'assistance technique d'un coût d'environ 2 millions d'EUR qui permettra à PTA Bank de renforcer les compétences d'évaluation de son personnel en matière d'aspects sociaux et environnementaux, de sensibilisation au blanchiment d'argent et de retombées économiques des projets financés.

Développer l'hydroélectrique au Cameroun

Quoique très riche en ressources naturelles, le Cameroun est un pays où l'activité économique est freinée par un climat des affaires défavorable, une mauvaise gouvernance et des infrastructures très lacunaires. Malgré un vaste potentiel de production d'hydroélectricité, l'approvisionnement en électricité est limité et peu fiable. À l'heure actuelle, seuls 50 % des Camerounais sont raccordés au réseau électrique.

La BEI participe, par un prêt de 30 millions d'EUR et aux côtés de l'Agence française de développement, de la Banque africaine de développement et de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, au financement d'une infrastructure qui permettra l'électrification des zones rurales de l'est du pays : le barrage de régulation de Lom Pangar, un ouvrage de 46 mètres de haut sur la Sanaga, et sa centrale électrique de 30 MW, combinée à une ligne à haute tension de 105 km. L'intervention comprend un volet « assistance technique » destiné à aider les compagnies d'électricité locales à mettre en œuvre le projet.

Le nouveau barrage et sa centrale électrique auront pour conséquences de mettre fin au déficit d'énergie qui freine le développement économique local et d'éviter le recours à des énergies plus polluantes. Le nouvel ouvrage pourrait valoriser près de la moitié du potentiel hydroélectrique du Cameroun, estimé à 6 000 MW, en réduisant les variations de débit saisonnières en aval du fleuve et en élargissant l'accès à l'électricité. Les recettes annuelles augmenteront à mesure que d'autres centrales seront construites sur la Sanaga. Le taux de rentabilité économique du projet est estimé à 14 %. Ce développement de l'offre sera utile pour faire face à l'augmentation de la demande d'énergie dans le pays, mais aussi pour réduire le montant de la facture énergétique et le volume des émissions de carbone.

Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

Informations générales

Bureau régional pour l'Afrique centrale et orientale
Africa Re Centre, 5th floor
Hospital Road, PO Box 40193
KE-00100 Nairobi
+254-20 2735260
+254-20 2713278
nairobi@eib.org

Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
+352 4379-1
+352 437704
www.eib.org/acp

Bureau d'information
+352 4379-22000
+352 4379-62000
info@eib.org

© EIB 09/2015 print: QH-04-15-654-FR-C ISBN 978-92-861-2482-2 doi:10.2867/516679
digital: QH-04-15-654-FR-N ISBN 978-92-861-2481-5 doi:10.2867/15589

© EIB GraphicTeam © Novastar © World Bank/Daniella Van Leggelo-Padilla, photographer © Shutterstock.com